Modèle de contribution individuelle à l'enquête publique sur le Schema de Cohérence territoriale (SCoT)de Golfe du Morbihan Vannes Agglomération (GMVA)

Variante : Côte rocheuse avec ou sans mur de parement/soutènement/enrochement (à spécifier dans chaque cas)

Zones concernées : Pointe de Bilgroix, pointe du Phare, chemin du petit Mousse, pointe du Monténo

À l'attention de Madame la Présidente et des membres de la commission d'enquête publique unique SCoT-AEC et PDM de Golfe du Morbihan – Vannes Agglomération

Objet : Contribution individuelle au projet de SCoT – Contestation des fondements techniques de la cartographie du recul du trait de côte – Demande de rendre un avis défavorable aux dispositions du SCOT concernant le trait de côte, de réexamen et de nouvelle étude indépendante – Parcelle N° AE 170 ET AE 237 Pointe du Phare Arzon (5 Rue De Larmor Port Navalo)

« Contribution à l'enquête publique sur le Schéma de cohérence territoriale de GMVA

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les membres de la commission d'enquête,

Cette contribution a été rédigée par M/MME Kevin et Tina Johnson propriétaire de la parcelle cadastrée n° AE 170 ET AE 237située en bordure du littoral dans la commune d'Arzon **Notre propriete est situee tout au fond de la baie a Port Navalo au-dela de la plage**

Ma propriété, située en bord de mer est concernée par la mise en œuvre de la législation relative au retrait du trait de côte.

Le 29 juin dernier le conseil municipal d'Arzon a voté une délibération adoptant à titre provisoire la carte de préfiguration du recul du trait de côte à 30 ans et 100 ans. Cette délibération, rendue publique en toute discrétion le 16 juillet sur le site de la commune, n'a fait l'objet d'aucune concertation préalable et n'est accompagnée d'aucune note de présentation ou explication quant à la méthodologie retenue !

La carte concerne directement ma propriété, qui figure **en zone rouge/jaune avec un recul de trait de côte de 14 m à 30 ans et de 12 m à 100 ans (cf ; extrait de la carte à faire figurer en annexe).**Sa publication affecte d'ores et déjà directement et immédiatement mes droits de propriétaire puisque la délibération permet au maire de surseoir à statuer sur toute demande d'autorisation concernant des travaux, des constructions ou des installations sur mon terrain, jusqu'à l'adoption définitive de

cartes de recul du trait de côte, dans le cadre du PLU de la commune en cours de révision.

Après avoir interrogé la mairie sur l'origine de cette carte municipale, j'ai compris qu'elle avait été préparée par GMVA en application de paramètres arrêtés dans le cadre du projet de SCOT (avec l'assistance du cabinet ISL) et reprise telle quelle dans la délibération du conseil municipal, alors même que le SCOT n'avait pas encore été soumis à l'enquête publique !

L'enquête publique sur le projet de SCOT est donc essentielle pour moi.

Elle **me permet en effet de prendre connaissance de la méthodologie et des paramètres définis par GMVA dans le cadre du SCOT pour apprécier le recul du trait de côte à 30 et à 100 ans ainsi que les cartes qui en résultent et d'en critiquer les insuffisances.**

C'est une vérification indispensable, puisque cette méthodologie définie dans le SCOT a servi de base à la décision de la commune d'Arzon du 29 juin portant préfiguration de la carte de recul du trait de côte et qu'elle va également être utilisée – elle s'imposera à la commune- pour fixer les cartes définitives de recul du trait de côte lors de la révision du PLU.

En effet le lien avec le projet de SCoT-AEC est direct : son DOO, à l'objectif 8.1, page 58, prévoit que les documents d'urbanisme des communes littorales identifient les zones exposées à 30 et à 100 ans à l'échelle de la parcelle, en tenant compte de la localisation effectuée par le SCoT et de paramètres partagés à l'échelle intercommunale.

Avec dans tous les cas un impact important sur mes droits de propriétaire : ces cartes affecteront significativement la valeur des biens, leurs possibilités de rénovation, leur financement et leur transmission.

Je tiens à préciser à cet égard que je ne conteste pas la réalité du changement climatique et ses conséquences sur le recul du trait de côte sur le littoral français pas plus que le dispositif mis en place par la loi du 22 aout 2021. Mais je suis en droit de m'assurer, compte tenu des conséquences associées, que les paramètres retenus pour sa mise en œuvre ont été établis d'une manière scientifique rigoureuse et qu'ils font l'objet d'une mise en œuvre raisonnable.

L'objectif n'est pas de minimiser les risques littoraux, mais de garantir que les décisions publiques reposent sur une évaluation transparente, cohérente avec les observations et adaptée aux caractéristiques réelles de chaque parcelle.

L'analyse critique des prescriptions du SCOT relatives au recul du trait de côte telles qu'elles ressortent des documents soumis à enquête que je présente ci-dessous repose sur le travail très complet qui a été établi par un ancien

collaborateur du Cerema habitant d'Arzon, M Bernard Roussel avec qui je suis entré en contact cet automne.
J'adhère pleinement à ses conclusions qui vous seront présentées par ailleurs par l'ASLAE (Association pour la Sauvegarde du Littoral d'Arzon et de son Environnement).

J'y introduis également quelques précisions concernant l'application de la méthodologie du SCOT à la géomorphologie de ma propre parcelle, située à au fond de la baie de Port Navalo notre propriete beneficie d'un mur de soutenement maritime, realise par des professionnels et ancre dans la roche mère. Cet ouvrage est constitue de plusieurs couches de beton et d'acier, avec un parement en granit. Il a été approuve par les autorities compétentes, construit par une entreprise Francaise de genie civil, et s'eleve a environ 6 metres au-dessus de la roche mere

Ce travail pointe de nombreuses anomalies, insuffisances méthodologiques et erreurs de caractérisation des terrains comme vous pourrez le constater à sa lecture.

Il indique au surplus que, lors de l'établissement du rapport d'ISL **les visites de terrain ont été plus que limitées. Pour la commune d'Arzon, qui compte 32 km de côtes, les auteurs de l'étude ont passé en tout et pour tout une demi-journée dans la commune** !
Ils n'ont donc à l'évidence pas eu le temps de tester la pertinence de leurs paramètres en les confrontant à la réalité du trait de côte.

1 . Première anomalie : un même taux d'érosion est appliqué à des roches, qu'elles soient altérées ou non et il n'a pas été effectué d'analyse diachronique

a . Le rapport d'ISL et al. retient **pour les côtes rocheuses** des taux d'érosion moyens annuels (Tx) de l'ordre de 5 centimètres par an, sans justifier suffisamment leur détermination à l'échelle locale.

La méthode repose notamment sur une **classification géomorphologique** réalisée à l'échelle du département du Morbihan et moyennée par nature géologique des roches. Elle ne distingue pas suffisamment, à l'échelle locale, les roches saines des roches altérées, alors que leur résistance à l'érosion peut être très différente. De plus la traduction en taux d'érosion (Tx) n'est pas justifiée.

Comment un taux uniforme peut-il représenter fidèlement des secteurs dont la géologie, l'altération, la pente et l'exposition sont différentes, sans vérification détaillée sur le terrain Cette question est d'autant plus importante que la carte est appelée à servir de référence pour des décisions d'aménagement et d'autorisations de construire contraignantes pour les propriétaires, à l'échelle de la parcelle.

Pour plus de clarte la facade de notre propriete orientee vers la mer beneficie d'un mur de protection maritime spécialement concu qui a été approuve par le maire et construit par une entreprise francaise de genie civil est constitue de plusieurs couches et compose de beton et de barres d'armature en acier avec un parement en pierre le mur s'eleve a environ 6 metres depuis ses fondations

Depuis la construction du mur de soutenement il y a plus de 10 ans, ous n'avons pas constate de niveau d'eau de maree superieur a quelques centaines de millitres au fond (300/400)

b.De plus, les recommandations du Cerema préconisent de comparer les positions anciennes et actuelles du trait de côte à partir de photographies aériennes sur des profils régulièrement espacés pour définir le rythme historique de recul du trait de côte à un endroit donné. **Cette analyse diachronique n'a pas été mise en œuvre dans l'étude ISL et al.** pour justifier les taux retenus localement. La mise à jour 2026 de l'indicateur national de l'érosion côtière du Cerema fournit les données détaillées nécessaires à ce type d'analyse et permet désormais de la mettre en oeuvre.

Nous demandons donc que le calcul du Tx au niveau de notre parcelle soit établi sur la base des données applicables telles qu'elles figurent dans la mise à jour effectuée par le Cerema et non pas en lui appliquant un critère général non différencié.

2. Deuxième anomalie : le recul attribué au changement climatique repose sur des hypothèses discutables

Le facteur dit « CC », correspondant au recul attribué au changement climatique, contribue de façon importante aux reculs projetés sur la carte. Pourtant, sa détermination par ISL et al. pour les **falaises rocheuses** ne s'appuie que sur une étude exploratoire menée sur deux sites anglais constitués de grès, dans des conditions littorales qui ne sont pas directement transposables à nos roches dures.

Les conclusions de cette étude ont fait l'objet d'une discussion scientifique publiée en 2023, soulignant que la réponse des falaises à l'élévation du niveau marin varie considérablement selon les conditions locales. Cette controverse n'est pas mentionnée dans le rapport ISL et al..

Le rapport ISL et al. ne développe pas suffisamment la justification de la transposition retenue pour le Golfe du Morbihan.

ISL et al. ne prend pas non plus suffisamment en compte le profil altimétrique local. Pourtant, pour une même élévation du niveau de la mer, le déplacement géométrique de la limite côtière dépend directement de la pente du terrain. Une falaise presque verticale et un terrain très peu pentu ne peuvent être traités comme s'ils présentaient la même configuration.

Ces valeurs, a priori peu crédibles, méritent pour le moins une vérification et une justification explicites. A titre de comparaison, on notera que le Cerema dans son étude pour la commune d'Erquy, où les côtes rocheuses sont comparables à celles d'Arzon, prend zéro pour la valeur du paramètre CC. (https://data.megalis.bretagne.bzh/OpenData/212200547/Deliberation/2025/1000821/cb1db3f346029480cfd63fe8daecc523db2798adfa272ff0a7f42b9f464d4162.pdf).

Il en est de même pour la commune de Le Palais à Belle-Ile dont le PLU est actuellement en enquête publique pour l'intégration des cartes d'exposition au recul

du trait de côte. Seul l'envahissement avec l'élévation du niveau de la mer des zones basses au fond des plages de poche y est pris en compte.

L'pproche dans son ensemble est beaucoup trop generalisee et ne tient pas compte de notre mur de protection contre la mer elle ne prend pas non plue en consideration le fait que notre maison est situee a une hauteur supérieure a celle du sommet de ce mur ce qui renforce encore davantage l'isolement vis-a-vis de toute variation du niveau d'eau entrant

3. Troisième anomalie : certaines marges d'incertitude sont considérables et ne sont pas réellement exploitées

Le rapport ISL et al. présente, pour le taux d'érosion des côtes, des marges d'erreur totale de 4,2 m à 30 ans et de 7 m à 100 ans. Ces intervalles sont très larges par rapport aux valeurs centrales annoncées. Ils montrent que le taux de recul retenu par ISL et al. est fortement incertain.

Or le rapport n'explique pas suffisamment comment ces incertitudes sont prises en compte dans le tracé final des zones d'exposition, ni comment elles influencent les limites cartographiques retenues.

Une incertitude ne rend pas automatiquement une étude invalide. En revanche, lorsqu'elle est aussi importante, elle doit être explicitement traitée : il faut préciser les hypothèses retenues, leurs conséquences sur les résultats et la manière dont les limites sont établies.

Cette approche contestable, tendant à maximiser les marges d'incertitudes, renforce encore l'impact des erreurs ou anomalies constatées.

4 Quatrième anomalie : les résultats ne concordent pas avec l'histoire du littoral

Là encore on donnera un exemple tiré de la cartographie applicable à Arzon.

À la pointe du Monténo, constituée de roches similaires à celles de la pointe de Bigroix/ de la pointe du Phare, une remarquable carte militaire de 1776 permet d'y estimer la largeur de la pointe à environ 225 mètres). On constate aujourd'hui, en partant de photos aériennes que cette largeur n'a pas varié depuis 250 ans (cf annexe à la présente note pour une explication plus détaillée) !

Or, si on applique à cette pointe, pour la période de 250 ans s'étendant de 1776 à 2026 les paramètres retenus par ISL et al. dans l'annexe B2 pour mesurer le recul du trait de côte, le calcul correspondant au SCOT conduirait à constater une diminution de cette largeur de près de 39 mètres entre 1776 et 2026, pour une élévation du niveau de la mer estimée à 30cm. On sait que ceci n'est pas conforme à la réalité observée.

Cette différence est considérable. Elle appelle une explication : si les paramètres utilisés décrivaient correctement l'évolution historique de cette côte, pourquoi la réduction attendue n'est-elle pas observée ?

À la pointe de Port-Navalo et à celle de Bilgroix côté ouest, l'étude de l'Indicateur national de l'érosion côtière fait également apparaître une absence d'évolution mesurable de la limite de végétation depuis 1952 sur le secteur examiné, alors que la carte ISL prévoit localement des reculs de 23 mètres à 100 ans !

Ces comparaisons historiques ne suffisent pas, à elles seules, à prédire l'avenir. Mais elles constituent un test de cohérence indispensable. Une projection qui s'écarte fortement des observations passées doit être expliquée et validée avant d'être utilisée pour délimiter des zones d'exposition.

5. Cinquième anomalie : les reculs calculés ne sont pas toujours correctement reportés sur la carte

Toujours sur la carte applicable à Arzon, établie par ISL et al. et reprise en annexe au SCOT, sur plusieurs pointes rocheuses, **au Monténo, à Penber et au Béchir**, les largeurs des zones rouge et jaune reportées sur la cartographie par ISL et al.présentent un supplément systématique de 5 mètres par rapport aux valeurs que l'on peut calculer en appliquant les paramètres ISL, sans justification retrouvée dans le rapport.

En conséquence de quoi je demande à la commission d'enquête :

A. de prendre en compte les observations suivantes :

1. **Ne pas considérer la cartographie ISL et al. Comme une référence techniquement validée en l'état**, tant que les anomalies signalées n'ont pas reçu de réponse circonstanciée.
2. Demander à GMVA de produire les justifications des paramètres retenus, les données locales utilisées et les règles précises de construction du tracé cartographique.
3. Faire vérifier les secteurs contestés par une analyse diachronique du trait de côte, une expertise géomorphologique locale et une confrontation systématique aux observations historiques.
4. Faire réexaminer les plages de poche, les côtes rocheuses dures, ainsi que les secteurs où un supplément de 5 mètres apparaît sans justification identifiable.
5. Demander que les incertitudes soient explicitement présentées et que leurs conséquences sur les limites des zones soient évaluées avant toute utilisation de ces cartes comme référence pour des décisions d'urbanisme.

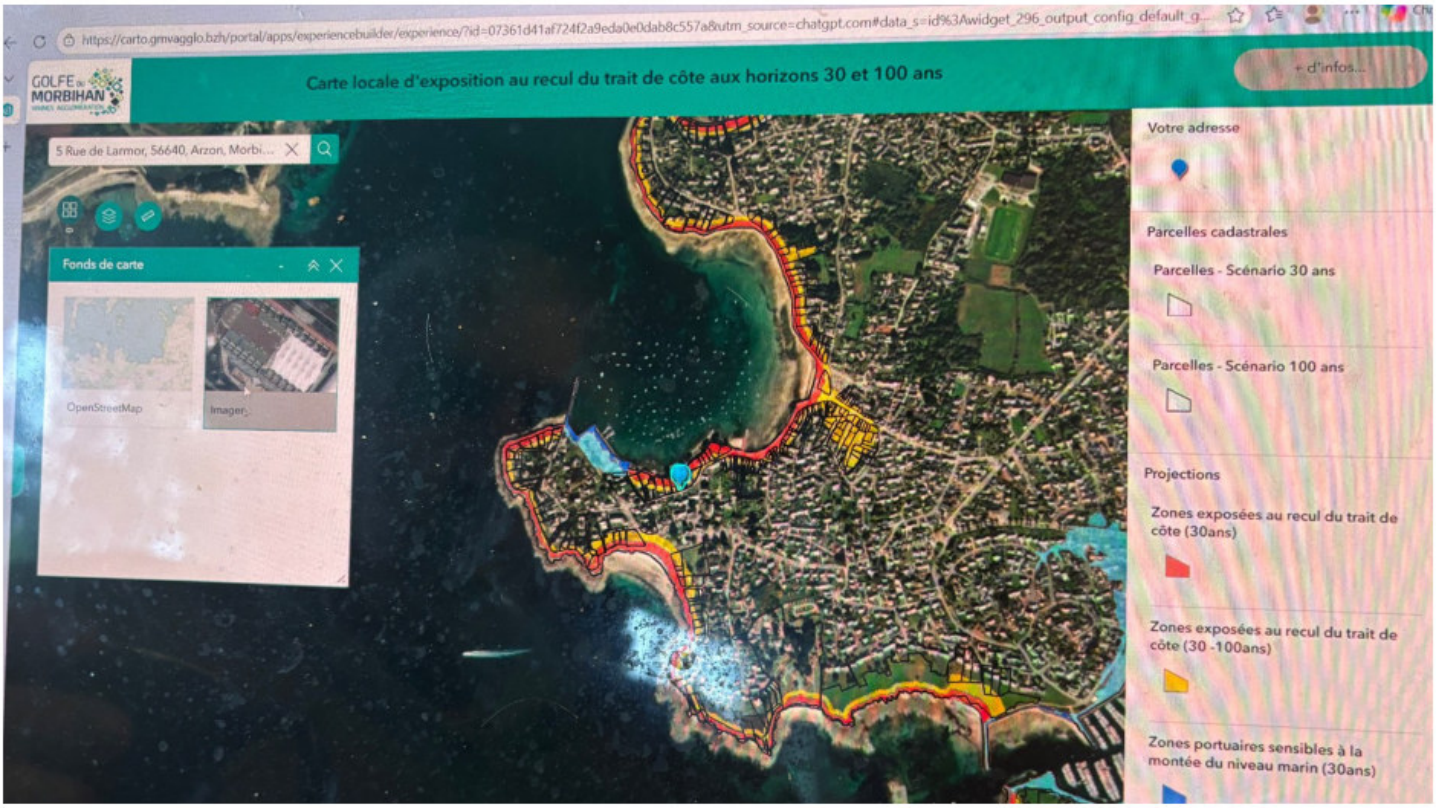
B. d'émettre un avis défavorable aux dispositions du SCoT relatives au recul du trait de côte, tant que les anomalies substantielles identifiées dans cette note n'auront pas été examinées et corrigées.

C. et de recommander à GMVA de faire procéder à une contre-expertise indépendante, comprenant des vérifications sur le terrain, et de réexaminer les dispositions concernées à la lumière de ses conclusions.

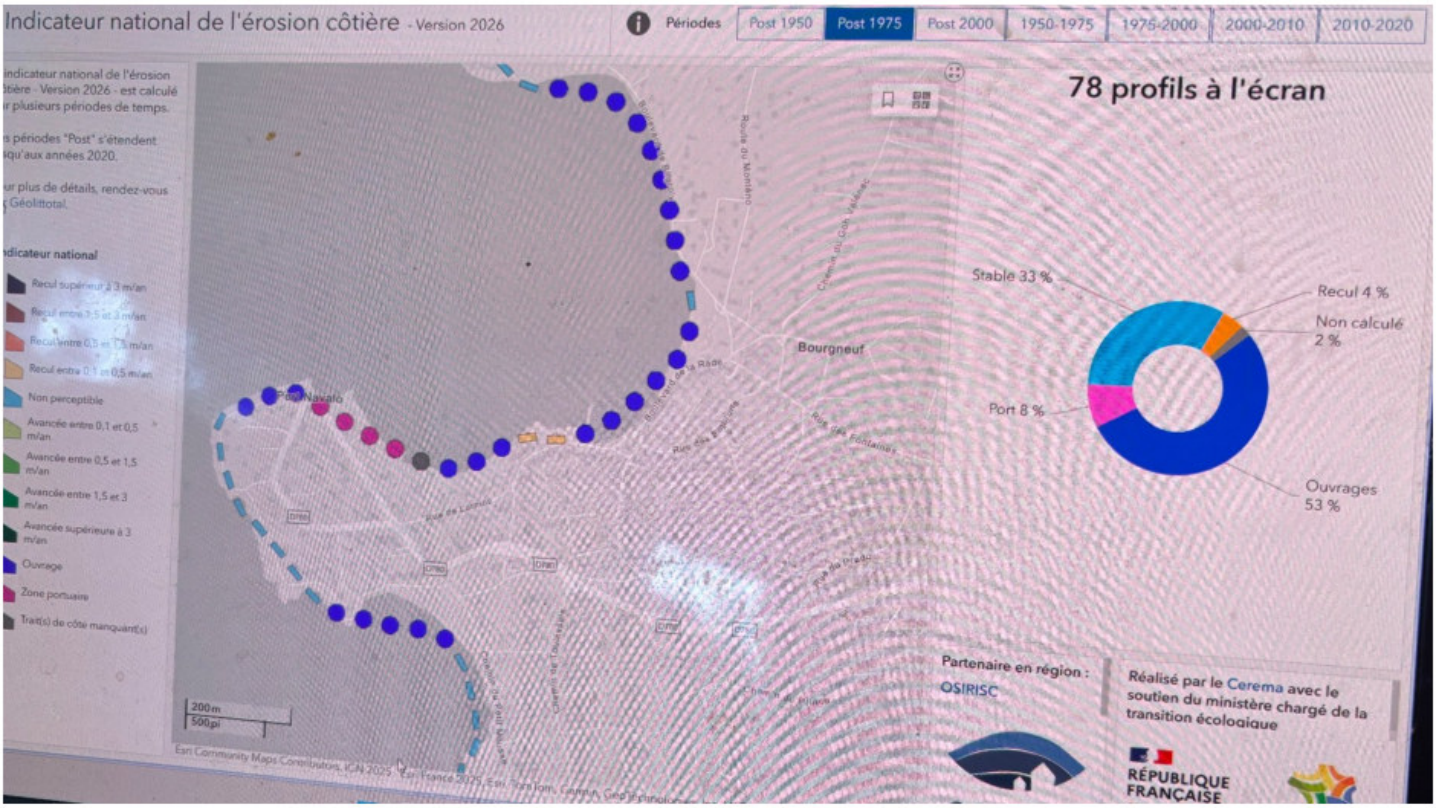
À défaut, GMVA prendrait le risque de fragiliser juridiquement les décisions d'urbanisme qui s'appuieraient sur ces travaux et de susciter des contentieux qui pourraient être évités par un réexamen préalable sérieux

Fait à Arzon, le XX

Kevin and Tina Johnson


https://carto.gmvagglo.bzh/portal/apps/experiencebuilder/experience/?id=07361d41af724f2a9eda0e0dab8c557a&utm_source=chatgpt.com#data_s=id%3Awidget_296_output_config_default_g...
GOLFE DU MORBIHAN
Carte locale d'exposition au recul du trait de côte aux horizons 30 et 100 ans
+ d'infos...
5 Rue de Larmor, 56640, Arzon, Morbi...
Fonds de carte
OpenStreetMap
Imagery
Votre adresse
Parcelles cadastrales
Parcelles - Scénario 30 ans
Parcelles - Scénario 100 ans
Projections
Zones exposées au recul du trait de côte (30ans)
Zones exposées au recul du trait de côte (30 -100ans)
Zones portuaires sensibles à la montée du niveau marin (30ans)

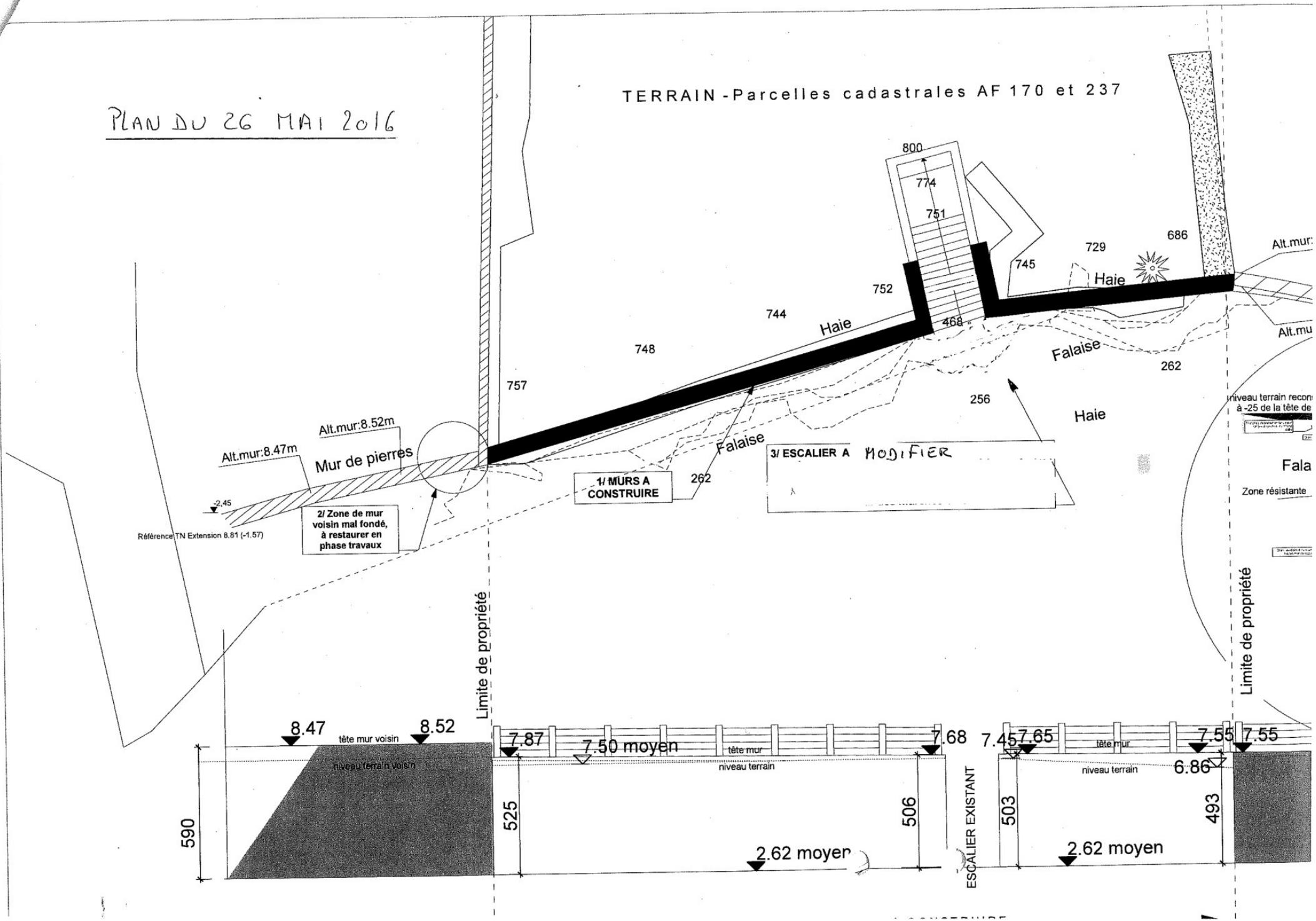

5 Rue de Larmor, 56640, Arzon, Morbi...
Fonds de carte
OpenStreetMap
Imagery
Le Bourg-Neuf
La Croix du Bourg-Neuf
La Roulorie
D 780
D 780
Parcelles cadastrales
Parcelles - Scénario 30 ans
Parcelles - Scénario 100 ans
Projections
Zones exposées au recul du trait de côte (30ans)
Zones exposées au recul du trait de côte (30 -100ans)
Zones portuaires sensibles à la montée du niveau marin (30ans)
Map data © OpenStreetMap contributors


Indicateur national de l'érosion côtière - Version 2026
Périodes
Post 1950
Post 1975
Post 2000
1950-1975
1975-2000
2000-2010
2010-2020
78 profils à l'écran
Stable 33 %
Recul 4 %
Non calculé 2 %
Port 8 %
Ouvrages 53 %
Bourgneuf
Partenaire en région :
OSIRISC
Réalisé par le Cerema avec le soutien du ministère chargé de la transition écologique
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE


https://cartagene.cerema.fr/portal/apps/experiencebuilder/experience/?id=9dbd12049939465481fe76a126b52981&page=Page-1
Chat
Indicateur national de l'érosion côtière - Version 2026
Périodes
Post 1950
Post 1975
Post 2000
1950-1975
1975-2000
2000-2010
2010-2020
L'indicateur national de l'érosion côtière - Version 2026 - est calculé sur plusieurs périodes de temps.
Les périodes "Post" s'étendent jusqu'aux années 2020.
Pour plus de détails, rendez-vous sur Géolittotal.
Profils
Traits de côte
Tracé(s) postérieur(s) à 2015
Tracé(s) entre 2006 et 2015
Tracé(s) entre 1998 et 2005
Tracé(s) entre 1966 et 1997
Tracé(s) entre 1940 et 1965
Ouvrages et aménagements littoraux
Ouvrages se substituant au trait de côte
Ouvrages de lutte contre l'érosion
Accès
Infrastructures portuaires et de navigation
1952
1977
1952
1977
1952
1977
1977
20 m
50 pi
Rue de Lannux
Rue de la Douane
Chemin du Rohu
Esri Community Maps Contributors, IGN 2025, Esri France 2025, Esri, TomTom, Garmin, GeoTechnologies Inc, METI/NASA
3 profils à l'écran
Non calculé 20 %
Recul 20 %
Ouvrages 60 %
Partenaire en région :
OSIRISC
Réalisé par le Cerema avec le soutien du ministère chargé de la transition écologique
OSIRISC
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Cerema



PLAN DU 26 MAI 2016



Annexe photographique – Vue frontale du mur de protection maritime



Annexe photographique – Vue oblique du mur et de la plage

